

L'EUROPE, NOUVEL ÉPICENTRE DE LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Par Juan Chingo¹

L'Allemagne a pour l'instant atteint ses objectifs : Berlin a réussi à imposer à la Grèce l'offensive déflationniste la plus importante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Malgré l'ampleur de l'attaque et des mesures de « sauvetage », le plan grec ne met pas fin aux doutes quant à un éventuel défaut de paiement de sa dette extérieure. De surcroît, les menaces pesant sur la viabilité de l'euro persistent et se sont même renforcées. Le « nouveau vieux continent », pour reprendre le titre du dernier essai de Perry Anderson, s'apprête très certainement à vivre d'importantes convulsions économiques et politiques mais également des affrontements de classes décisifs.

La plus grande offensive déflationniste depuis l'Après-guerre

Les mesures exigées à la Grèce en échange du plan de « sauvetage » européen constituent la plus grande offensive déflationniste et attaque contre les conquêtes des travailleurs grecs jamais perpétrée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le plan d'ajustement et d'austérité imposé par le PASOK, le FMI et l'UE est semblable à ceux appliqués par la bourgeoisie au cours de la décennie de la Grande Dépression. Le plan va impliquer une baisse significative des conditions de vie. Cela va toucher principalement les travailleurs du secteur public ainsi que les retraités mais également les salariés du privé. Moins d'un demi-siècle après la création de leur parti, les socialistes grecs viennent de voter, entre autres, l'abolition des 13^e et 14^e mois, le rognage des congés payés. Ils promettent en revanche pour les salaires inférieurs à 3000 euros, une petite prime, une aumône, qui pourrait même être éliminée par de futurs ajustements.

Les mesures prises vont plomber encore un peu plus l'économie. Le gouvernement grec, qui n'est pas un exemple en termes de chiffres officiels, prévoit au bas mot une chute de 4% pour 2010. On ne voyait pas une récession semblable depuis la fin de la guerre civile qui a déchiré le pays entre 1944 et 1950 ou encore en 1974

(avec à l'époque une chute de 6,4% du PIB) en raison de la combinaison de plusieurs facteurs : l'impact de la crise mondiale 1973-1975 d'une part, mais également la situation politique chaotique faisant suite au coup d'Etat manqué à Chypre et l'invasion du Nord de l'île par l'armée turque ayant mené à la chute du régime des colonels alors qu'une guerre entre Grèce et Turquie semblait imminente.

La crainte que la situation n'empire est une des préoccupations centrales du très conciliant secrétaire général du syndicat du secteur public ADEDY, Spyros Papaspyros. Ce dernier a déclaré au *Financial Times* que les mesures d'austérité annoncées « étaient insupportable pour la société grecque et que personne n'est en mesure de prévoir ce qui va se passer ». Montrant aussitôt néanmoins le rôle que jouent les directions syndicales dans la contention et la déviation de la mobilisation populaire, une des béquilles centrales sur laquelle s'appuie le gouvernement Papandréou, Papaspyros s'est empressé d'ajouter que « les syndicats feront tout ce qui en leur pouvoir afin que le coût des mesures d'austérité soit plus également réparti, sans avoir néanmoins la moindre intention de faire le jeu de ceux qui spéculent contre la Grèce² ». On ne peut faire plus clair en termes de justification de la nécessité du plan d'austérité et d'appui aux mesures sensées aider à résoudre le déficit grec.

L'Allemagne a atteint ses objectifs pour l'instant au prix cependant d'une perte de légitimité au sein de l'UE et de divisions internes croissantes

Les interventions du FMI n'avaient été jusqu'à présent que le triste apanage des pays de la périphérie capitaliste. Le fait qu'un pays impérialiste de second ordre tel que la Grèce, membre de surcroît de la zone euro, ait eu recours à l'aide du Fonds montre bien la profondeur de la crise actuelle. Dans ce cadre, en dépit de sa perte de légitimité au sein de l'UE et des critiques formulées par le vieil establishment allemand comme l'ancien chancelier Helmut Kohl ou l'ancien président Roman Herzog, Berlin a réussi pour l'instant

[1] Traduction de l'espagnol de J. Chingo, « Europa, nuevo epicentro de la crisis económica mundial », publié sur la page web de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale, www.ft-ci.org, le 05/05/2010.

[2] « Greek civil servants stage strike », *Financial Times*, 04/05/2010

à imposer ses vues.

L'ampleur de l'offensive est un message clair à l'égard des mesures draconiennes que les différents gouvernements des pays du Sud de l'Europe auront à mettre en œuvre afin d'éviter l'extension de la crise grecque. Il leur faudra opérer des coupes drastiques dans les dépenses publiques ainsi qu'un grand nettoyage de capitaux s'ils ne souhaitent pas connaître le calvaire vécu par Athènes³. Si l'on croit les dernières déclarations de la chancelière allemande Angela Merkel au journal allemand à grand tirage *Bild am Sonntag* « tous les experts sont persuadés que le Portugal, l'Espagne et l'Irlande sont en bien meilleure santé que la Grèce. Ces pays peuvent constater que le chemin qu'Athènes est en train de parcourir aux côtés du FMI est loin d'être facile. Aussi, ils vont faire tout leur possible afin d'éviter de se retrouver dans la même situation et ont déjà annoncé quels seraient leurs plans d'ajustement⁴ ».

L'opération « d'aide » à la Grèce va se réaliser en douze tranches au cours des trois prochaines années. Les versements périodiques seront soumis à des conditions extrêmement dures. Chaque trimestre, les institutions européennes ainsi que le FMI examineront les avancées réalisées par Athènes. L'Allemagne espère tout particulièrement que la Grèce respectera le plan d'austérité « dans ses moindres détails » selon le ministre allemand de l'Economie Rainer Brüder⁵.

La nécessité de la mise en place d'un sévère plan d'ajustement a été la condition sine qua non posée par Berlin pour que la Grèce puisse recourir au plan de « sauvetage ». Berlin a également imposé la participation du FMI, la seule organisation ayant une quelconque expérience dans l'application des thérapies de choc impopulaires à l'image de ce qui s'était fait au cours de la crise asiatique de 1997-1998 mais également en Amérique latine à maintes reprises. Tout ceci montre bien qui décide en Europe. On a pu en voir la preuve pathétique dans la visite des dirigeants de la BCE et du FMI, tous deux Français d'ailleurs. Il était assez comique de voir Jean-Claude Trichet et Dominique Strauss-Kahn mercredi 28 avril supplier Merkel et la commission Finances du Bundestag de bien vouloir intervenir afin de sauver

l'union monétaire⁶. La crise grecque fait affleurer un certain nombre de contradictions de manière patente. Comme le titre le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad*, « les grands pays sont redevenus les chefs », la crise grecque laissant apparaître « une nouvelle réalité géopolitique au sein de l'UE. Après une longue période de grande influence de la Commission Européenne, ceux qui dirigent désormais sont les pays eux-mêmes. C'est-à-dire les grands pays ». Dans le contexte de crise actuelle, « celui qui pilote, c'est un ministre national », à savoir Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances. « Il se cache, poursuit le *NRC Handelsblad*, derrière le FMI et la BCE, mais le rôle de ces deux organisations n'est que de régler les détails techniques des réformes et des restrictions budgétaires dictées par Schäuble et que les Grecs sont contraints d'accepter⁷ ».

L'Allemagne s'achemine vers la mise en place d'une politique ouvertement impérialiste au sein de l'UE. On assiste aujourd'hui à un tournant dans sa politique extérieure traditionnellement consensuelle ou de compromis (conséquence de sa défaite en 1945), comme on avait pu le voir dans le passé avec la signature des traités instituant la CECA en 1951 ou la CEE en 1957 et qui ont posé les bases de la construction européenne dans l'Après-guerre, jusqu'au Traité de Maastricht qui a permis la création de la monnaie unique à la suite de l'avancée qualitative qu'a signifié pour Berlin la réunification allemande. La politique extérieure allemande est alors devenue plus coercitive en cherchant à imposer ses vues. Elle a commencé à asseoir les bases d'une tendance allemande à la semi-colonisation non pas seulement des Etats périphériques d'Europe centrale et orientale mais également des impérialismes les plus faibles de l'UE. Cette politique agressive de la puissance la plus forte d'Europe déstabilise le rapport de force actuel existant au sein de l'UE, non plus seulement entre les pays les plus forts et les plus faibles de l'Union, mais également entre les plus importants. L'axe franco-allemand continue à durer bien que Paris occupe une place toujours plus subordonnée par rapport à Berlin, devant consentir à ce que l'Allemagne impose ses vues comme l'a montrée la participation du FMI au plan de « sauvetage » à laquelle s'opposait Sarkozy dans un premier temps.

Ce tournant est une preuve de la puissance allemande, Etat le plus peuplé d'Europe depuis la réunification, avec l'avancée politique et géopolitique que cela a

[3] Bien que l'accent soit mis sur les impérialismes les plus faibles d'Europe, les plans d'austérité ont été annoncés sur l'ensemble du continent comme en témoignent le projet de réforme des retraites en France et les mesures drastiques de réduction du déficit que prépare le prochain gouvernement britannique à la suite des élections du 6 mai.

[4] «La crise grecque va inciter Madrid, Lisbonne et Dublin à économiser, selon Merkel», *Le Monde*, 02/05/2010.

[5] «La Grèce sera étroitement surveillée en contrepartie d'une aide exceptionnelle», *Le Figaro*, 03/05/2010.

[6] Le 28 la crise s'est entendue au-delà la Grèce, avec la chute brutale des bons du trésor des pays du Sud de l'UE et la menace d'extension de cette situation aux Landesbanken allemands qui fini par décider Berlin à intervenir et à appuyer le plan de « sauvetage ».

[7] «Grote landen zijn weer de baas», *NRC Handelsblad*, 03/05/2010.

signifié. Mais c'est également un symptôme de sa faiblesse. Cette faiblesse réside dans le tournant droitier adopté sur le terrain économique, conséquence de la chute du taux de profit allemand depuis la fin des années 1970 et qui a été partiellement rétabli par le biais d'une augmentation du taux d'exploitation et le rétrécissement de son marché intérieur. Cela empêche aujourd'hui, pour ne prendre que deux exemples, toute sortie de crise pour l'Etat espagnol ou la Grèce, en grande partie débiteurs de Berlin, à travers l'exportation en direction du marché allemand.

Mais à travers cette crise l'Allemagne semble internationaliser sa politique d'ajustement exigée par l'état de délabrement des finances de ses Länder à l'image de celui de Berlin, Brême ou de Saxe-Anhalt. Pour se faire une idée, il suffit de songer qu'il s'agit-là de Länder dont le niveau d'endettement par rapport à leur PIB est parfois quatre ou six fois supérieur à celui de la Californie. Le même genre de problème se pose pour les villes allemandes. En Rhénanie du Nord par exemple, des villes comme Bochum, Dortmund, Essen ou Duisburg, toutes synonymes au niveau international de la prestigieuse industrie lourde allemande, sont des villes ravagées par le chômage devant faire face à une hausse de leurs dépenses sociales dans le cadre d'une baisse de leurs revenus fiscaux. Le Bundestag a mis un holà à l'endettement des Länder auxquels font appel les villes en crise. Le Parlement allemand souhaite une consolidation des finances et la mise en place d'ajustements fiscaux au niveau local et régional au cours des prochaines années. C'est dans ce contexte d'application de mesures d'austérité internes à l'Allemagne que Berlin entend discipliner la Grèce.

D'une certaine manière, bien que l'Allemagne continue à être une puissance exportatrice, le tournant conservateur allemand sur le terrain économique ressemble de plus en plus sur le plan financier au virage opéré par les Etats-Unis de Reagan dans les années 1980 qui avait conduit Washington à mener une politique de pillage en bonne et due forme de l'Amérique latine. Berlin néanmoins ne peut se prévaloir des attributs américains de l'époque, puissance hégémonique au niveau mondial, avec par exemple l'instrumentalisation du Plan Brady afin de sortir de la crise de la dette latino-américaine dans les années 1980. En tirant à hue et à dia l'impérialisme allemand cherche une nouvelle forme d'expansion qui lui permette de sortir du cycle de croissance européenne de la décennie passée, désormais épuisé, basé sur le développement des capacités exportatrices de l'Allemagne en direction de ses voisins européens en échange du développement d'une bulle de l'industrie immobilière et du tourisme dans des pays comme la Grèce ou l'Espagne où les banques allemandes finançaient le développement de marchés capables

d'absorber la production industrielle rhénane sans lui faire d'ombre sur le plan manufacturier dans le cadre d'une crise de surproduction au niveau mondial. Le résultat du pari de Berlin est incertain. Il implique en effet une restructuration à échelle européenne et pourrait engendrer une nouvelle montée de nationalismes au sein de l'UE, en isolant l'Allemagne du reste de l'Europe, mais également provoquer un effondrement économique qui toucheraient l'ensemble des pays tout en générant une vague de combats décisifs entre classes à l'image de ce que l'on voit déjà à l'œuvre en Grèce.

La crise grecque est loin d'être finie

Bien que le plan de « sauvetage » protège la Grèce d'une banqueroute immédiate la crise de la dette grecque est loin d'être finie. Un défaut de paiement semble même être l'hypothèse la plus probable dans les prochains mois ou prochaines années. Wolfgang Münchau, éditorialiste du *Financial Times*, spécialiste de questions européennes, est certes un peu plus optimiste que la semaine dernière lorsqu'il voyait l'imminence d'un « *Acropolis Now*⁸ ». Il affirme néanmoins sans ambages que « malgré son accord dans la mise en place d'un plan d'une sévérité extrême la Grèce ne pourra pas sans sortir sans une restructuration ou annulation partielle de sa dette. J'imagine bien pourquoi ni le FMI ni l'UE n'ont voulu aborder cette épineuse question. Cela n'aurait fait que prolonger les négociations, et au beau milieu d'une crise aiguë des marchés, il faut faire très attention aux effets d'annonce. Il faudra néanmoins bien en arriver à une restructuration de la dette grecque puisque le rapport dette/PIB de la Grèce va augmenter de 125%, son niveau actuel, à 140-150%, au cours de la période d'ajustement à venir. Sans une restructuration de sa dette, la Grèce deviendrait un pays épuisé, sans oxygène⁹ ». Pour le dire en d'autres termes, bien que le plan de « sauvetage » soit le plan le plus important jamais mis sur pied jusqu'à présent avec des taux de remboursement inférieurs à ceux des marchés, ces taux sont néanmoins encore trop usuriers et le montant de l'aide insuffisant pour couvrir l'augmentation prévue de la dette. C'est d'ailleurs ce qu'a annoncé le ministre de l'Economie grec le 4 mai, rendant les marchés encore un peu plus nerveux.

L'élément central néanmoins est que le corrélat du plan

[8] Il s'agit de la couverture de l'hebdomadaire *The Economist* du 29/04/10, en référence au film de Francis Ford Coppola, *Apocalypse Now*, sur la guerre du Vietnam et ses conséquences catastrophiques.

[9] « Europe's choice is to integrate or disintegrate », *Financial Times*, 02/05/2010.



d'ajustement brutal mis en œuvre sera une récession tout aussi brutale. Cette dernière sera certainement bien supérieure à ce que prévoit Athènes jusqu'en 2012, et risque d'augmenter encore plus le déficit, de générer des faillites à la chaîne et des pertes significatives liées à des recettes fiscales en baisse, un niveau élevé d'impayés des ménages alors que la Grèce est un des pays où le taux d'épargne est le moins élevé et que la culture de l'économie souterraine y est très forte. Cette situation se voit clairement dans la fragilité dans laquelle se trouvent les banques grecques qui sont témoins de fuites importantes de capitaux¹⁰. Mais la faillite possible de son système bancaire advient à un moment où il n'y aurait plus de ressources disponibles pour les nationaliser ni même en garantir les dépôts. L'apport de 10 milliards du plan FMI-UE destiné aux banques grecques n'est de ce point de vue qu'une goutte d'eau dans l'océan de difficultés qui pourrait surgir. L'évolution de cette situation sera un élément clé dans le processus d'ajustement.

Comme nous l'avons déjà dit la Grèce ressemble de plus en plus au scénario qu'a vécu l'Argentine au cours de la crise 1999-2001 et qui s'est soldé par un défaut de paiement désordonné et une dévaluation du peso fin 2001-début 2002. Dans le cas argentin la crise a mis trois ans avant d'atteindre son point culminant, sans même parler des problèmes engendrés par les mesures d'ajustement. Bien que le gouvernement grec dispose aujourd'hui d'une majorité au Parlement pour faire passer le plan UE-FMI, il existe un certain nombre de dissensions au sein du PASOK et entre

le gouvernement et le principal parti d'opposition, Nouvelle Démocratie. La droite a d'ailleurs annoncé mardi soir l'opposition du parti à l'adoption du plan, faisant voler en éclat toute perspective de consensus parlementaire dans l'adoption des contre-réformes. Parallèlement, la rue grecque semble répondre aux attaques par une mobilisation qualitativement supérieure par rapport à celle des derniers mois. C'est notamment ce que démontre la grève générale du 5 mai. Si l'on tient compte du fait que le FMI parle d'un processus d'ajustement qui pourrait durer dix ans, les perspectives pour la classe dominante grecque et européenne semblent loin d'être paisibles. Si la crise et la mobilisation croissante des masses se poursuivaient, Papandréou pourrait bien connaître le même sort que Fernando De La Rúa, le président argentin renversé à la suite des journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre 2001.

Ce qui est clair dans ce contexte c'est que les annonces du 2 mai ne marquent en aucun cas la fin de la crise de la dette grecque et ne représentent pas même un tournant dans cette même crise. Certains semblent même penser que cela n'a même pas vraiment permis à Athènes de gagner du temps. Bien au contraire, de nouvelles oscillations des marchés, plus fortes que celles vécues ces derniers jours, feront que les négociations pourraient être rouvertes et que les attaques pourraient même être renforcées. On parle même de la possibilité de licencier les fonctionnaires, mais de telles mesures ne pourront être évitées que si l'action des masses ouvrières et populaires est capable de mettre en échec le plan d'austérité du gouvernement socialiste. D'ailleurs, comme tout plan du FMI, le programme appliqué à la Grèce traite des problèmes de liquidité plus que des problèmes de solvabilité. Cela condamne la Grèce à un transfert de ses revenus en direction de ses créanciers à l'image de ce qui s'est passé au cours de la « décennie perdue » vécue par l'Amérique latine dans les années 1980. Les travailleurs et le peuple grecs ne peuvent que s'opposer au scénario ignoble auquel veut les condamner le gouvernement Papandréou avec l'aval du FMI et de l'UE.

[10] La BCE a adopté une décision le 3 mai sans précédents dans son histoire : l'achat de titre de la dette grecque tenant lieu de garantie collatérale des prêts concédés aux institutions helléniques. Jusqu'à présent la BCE exigeait une qualification satisfaisante de la dette par les agences de notation de manière à ce que cela serve de garantie. La décision de la BCE est donc un soutien décisif au système bancaire grec. Ce dernier pourrait bénéficier des prêts de la BCE à des taux extrêmement bas, autour de 1%, en offrant en contrepartie comme garantie des titres de la dette grecque, même si certains sont désormais qualifiés de « junk bonds » (ou « titres poubelle »). Les marchés ont cependant analysé cette décision comme un symptôme de la gravité dans laquelle se trouve un certain nombre de banques grecques en situation de faillite, de nombreuses banques grecques ayant été rachetées ou étant des filiales d'établissement bancaires européens.



La perspective d'une désintégration monétaire de l'UE continue à planer à l'horizon

Si le plan de « sauvetage » n'a pas mis un holà à la contagion de la crise de la dette grecque en direction d'autres pays du Sud de l'Europe —c'est ce qu'ont montré l'augmentation du risque pays ces derniers jours ainsi que les chutes boursières, notamment celle du mardi 4-, l'euro n'a pas non plus cessé de chuter par rapport au dollar. Cela ouvre un certain nombre de questions quant à la capacité de l'euro de continuer à agir comme monnaie de réserve.

Cela ne fait aucun doute qu'il y ait des éléments de panique et de spéculation dans la contagion des marchés de la semaine dernière. Les difficultés auxquelles ont à faire face ceux que la presse financière appelle avec mépris les PIGS, dans le cas du Portugal, de l'Irlande et de l'Espagne, sont certes moins graves que celles qu'affronte actuellement la Grèce. Elles ont néanmoins une base structurelle commune. Les nécessités de financement de ces pays, soit la somme cumulée des remboursements de dette arrivant à échéance et des déficits budgétaires pour les trois prochaines années représentent près de 2.000 milliards de dollars. Il leur faut disposer, ne serait-ce que pour 2010, de 600 milliards de dollars. Bien que certains de ces pays puissent avoir un rapport dette/PIB acceptable à l'image de l'Etat espagnol, ils font tous face à d'énormes problèmes structurels. Ils ne sont aucunement compétitifs par rapport à l'Allemagne, font face à des déficits budgétaires importants (à l'exception relative de l'Italie), et ont un taux de chômage élevé.

Si l'on prend le plus important des pays du Sud de l'UE, l'Italie, Rome a vu au cours de la décennie passée se réduire considérablement tant son taux de productivité que sa part dans le marché mondial. Sa croissance a stagné et continue à être en dessous de la moyenne européenne et le niveau d'investissement y est particulièrement bas. En 2009 l'économie a connu une croissance annuelle négative de 3%, avec une inflation de l'ordre de 1,5% et un taux de chômage qui avoisine les 8%. De plus, la dette publique italienne devrait s'élever cette année à près de 118% du PIB. L'Italie souffre de problèmes structurels qui vont d'un secteur public inefficace à une absence de libéralisation de certaines pratiques commerciales et professionnelles en passant par un poids important de la petite production à faible productivité, le tout plombé par une corruption quasi endémique. Tout ceci fait que l'Italie soit un des pays les moins attractifs

pour faire des affaires selon la Banque Mondiale¹¹.

Dans les PIGS ou assimilés, la capacité de croissance est limitée par les mesures d'austérité exigées par les investisseurs et les institutions internationales afin de réduire les déficits. Ne pouvant avoir recours aux instruments inflationnistes afin de réduire leur niveau d'endettement en raison de leur appartenance à la zone euro et avec des possibilités de croissance incertaines, les marchés parient donc sur une restructuration et/ou un défaut de paiement de la dette de ces pays comme étant le scénario le plus probable à moyen terme. Il sera extrêmement complexe d'éviter le défaut de paiement dans ces pays. Les crises de la dette aiguës vécues par les au cours des dernières décennies a essentiellement concernés les pays semi-coloniaux. Aujourd'hui, la crise de la dette frappe le cœur-même des pays impérialistes, comme les PIGS ou encore, comme le prévoient certains, le Royaume-Uni. Les niveaux de dette sont importants et le sauvetage que devraient opérer les organismes internationaux sont impossibles à mettre en œuvre, du moins en tenant compte du niveau actuel de capitalisation des institutions comme le FMI qui dispose depuis son élargissement spectaculaire d'un fonds de sauvetage de 700 milliards de dollars. Si un risque de défaut de paiement devait advenir en Espagne ou en Italie, Madrid ou Rome ne pourraient être soutenus que par les pays centraux de la zone Euro comme la France ou l'Allemagne, ce qui se traduirait par une augmentation des rendements des bons du trésor allemands mais également par un affaiblissement de l'euro. Cela est dû au fait que le poids de non-paiement des PIGS serait absorbé par le noyau dur de la zone euro, ce qui pourrait être sanctionné par les marchés. De fait, le mouvement ordonné de l'euro vers le dollar que nous commentons *supra* pourrait être le signe avant-coureur de cette situation.

Mais la mise en place d'un méga-sauvetage de ce type est hautement improbable comme le démontrent les conséquences du « sauvetage » de la Grèce. Contre toute attente, les marchés ont continué à chuter car d'un côté certains spécialistes estiment qu'à la suite de cette opération il y a moins de capitaux pour couvrir de futures crises « à la grecque ». D'un autre côté, la généralisation de ce genre d'opérations sont politiquement insoutenables pour des pays comme l'Allemagne, ce qui augmente plus encore la vulnérabilité de la zone euro.

[11] Le seul point positif au tableau, le fait que le niveau d'endettement des Italiens soit relativement bas alors que l'épargne privée est plus importante que dans le reste des pays d'Europe, un pourcentage élevée de la dette italienne se trouvant d'ailleurs aux mains des Italiens, le secteur bancaire se trouvant dans une situation acceptable selon le *Financial Times*.

Une alternative à ce scénario déflationniste et de croissance du poids des dettes serait que la BCE commence à monétiser les déficits de la zone euro à travers une politique expansive d'acquisition des actifs. Cela provoquerait une forte baisse de l'euro, ce qui aiderait le secteur exportateur et diminuerait la dette réelle. Cette politique, cependant, entre en contradiction avec la stratégie qui régit jusqu'à présent les statuts mêmes de la BCE, la stabilité des prix comme seul objectif. De plus, un processus inflationniste de 4 ou 5% par exemple sur les prochaines années requerrait l'accord de Berlin, ce qui est aujourd'hui difficilement imaginable. Il semble enfin hors de question d'envisager une quelconque politique paneuropéenne d'exportation de la crise par le biais d'un euro faible ou à travers une politique de déflation compétitive. Cela ne ferait qu'aggraver non la situation déjà tendue de surproduction au niveau mondial alors que les Etats-Unis entendent relancer leur économie par le biais d'une dépréciation du dollar par rapport au yuan chinois. La dévaluation de l'euro aurait un impact énorme sur une telle orientation.

Mais ce qui caractérise tant la sortie de crise par la voie déflationniste qu'inflationniste, c'est que l'UE est très mal préparée pour défendre sa monnaie et agir face à la crise à la différence de pays impérialistes comme les Etats-Unis. L'acuité de la crise met crument en lumière les contradictions de la construction européenne, à commencer par l'incapacité de l'UE à construire un super-Etat capable d'agir collectivement face aux grandes crises et de mener une politique et des opérations à l'étranger communes, y compris sur le plan militaire. La gravité de la crise actuelle fait que la convergence d'intérêts qui marquait globalement depuis le début de la construction européenne les différentes politiques nationales -en dépit des tensions et des crises que la CEE et l'UE ont eu à traverser dans le passé- et dont le plus grand succès est le lancement et l'existence de l'euro ; cette convergence d'intérêt entre aujourd'hui en contradiction de plus en plus ouvertement avec les intérêts particuliers de chaque bourgeoisie nationale qui dans la crise actuelle priorise le sauvetage de leurs propres banques endettées. La bourgeoisie européenne se trouve dans la même situation que la Banque centrale américaine avant le point culminant de la crise : si elle avance vers un nouveau « sauvetage » de la Grèce, cela pourrait augmenter l'exposition et la crédibilité financière des pays les plus forts ; mais si elle laisse tomber Athènes, cela pourrait être le début d'une crise à la Lehmann Brothers au sein de l'UE qui pourrait couler tous les pays.

Dans ce cadre, bien que minoritaires et peu liés aux secteurs les plus concentrés de l'establishment politique et financier, certains économistes, envisagent la formation d'une « zone mark » autour du noyau dur

des membres actuels les plus puissants de l'UE, ce qui donnerait un coup de grâce au projet européen. Aucun secteur de la bourgeoisie n'envisage pour l'instant sérieusement un tel scénario qui pourrait s'avérer être extrêmement traumatique. Mais seuls les intellectuels les plus formalistes et superficiels peuvent écarter, dans la situation actuelle, les scénarios extrêmes que pourraient entraîner la crise, comme par exemple la sortie de la Grèce ou d'un autre pays européen du pourtour méditerranéen de la zone euro -en dépit du chaos que cela entraînerait- ou encore de penser que Berlin pourrait refuser de porter le lourd fardeau consistant à continuer à aider les pays les plus faibles. Mais sans remonter plus loin que la semaine dernière, qui aurait pu imaginer un « sauvetage » conjoint de l'UE et du FMI et l'offensive déflationniste sans précédent menée en Grèce ? La crise européenne pourrait être en train d'entrer dans une phase constituée de coups de théâtre incertains et inattendus parmi lesquels les affrontements entre classes, dans un cadre économique et politique convulsé, pourraient être de plus en plus fréquent.

Les implications de la crise européenne pourrait avoir des répercussions au niveau mondial. Elle pourrait saper les bases de la timide reprise en cours en raison du tournant déflationniste qu'implique la crise européenne et le frein que le gouvernement chinois essaie de mettre aux prêts bancaires et à la spéculation immobilière et boursière, deux éléments qui ont d'ailleurs déjà fait plonger les places boursières internationales. La chute vertigineuse de la devise européenne par rapport au dollar permet certes aux Etats-Unis de tirer profit des difficultés européennes -et ce alors que le financement du déficit budgétaire américain est de plus en plus complexe-. Mais d'un autre côté, si la politique de l'euro faible se poursuivait en donnant naissance à une politique protectionniste paneuropéenne d'exportation de sa crise par le biais d'un euro bon marché (politique de déflation compétitive) comme solution de la dernière chance face à la crise, cela aggraverait la situation déjà très problématique de surproduction au niveau mondial. Les préoccupations de Geithner, secrétaire américain au Trésor, par rapport au « sauvetage » de la Grèce, montrent bien que personne ne n'a réellement à tirer profit d'une aggravation de la crise capitaliste en Europe. C'est d'autant plus le cas lorsque l'on sait que l'élément déclencheur de cette nouvelle phase de la crise est les déficits publics, ce qui rend la position des Etats-Unis encore plus délicate. En dernière instance, la crise grecque pourrait être les prolégomènes d'une nouvelle crise aux Etats-Unis dont l'endettement public et la dette sont, en termes relatifs et absolus, les plus élevés du monde.

05/05/2010.